RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — DÉPARTEMENT DE L'YONNE



Jean CORDILLOT

né le 17 mars 1927, fils d'un petit cultivateur du Morvan, professeur au Lycée Technique de Sens, est depuis 1951 secrétaire de la Fédération de l'Yonne du Parti Communiste Français et connaît parfaitement le département, ses besoins et ses problèmes.

Député de l'Yonne de 1956 à 1958, il a rempli son mandat avec dévouement et conscience. Si le suffrage universel lui confie la charge de représenter notre circonscription au Parlement, il prendra ses responsabilités comme il l'a fait en 1958, lorsque, seul parmi les députés de l'Yonne, il vota contre l'investiture du Général de Gaulle, et mettra son dynamisme et son expérience au service de la population laborieuse.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES - Scrutin du 5 Mars 1967

3e CIRCONSCRIPTION (SENS-JOIGNY)

Jean CORDILLOT

CANDIDAT DU

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

pour l'union des forces de gauche et démocratiques

Electrices, Electeurs,

Le Pouvoir en place depuis 1958 sert bien les grandes féodalités économiques et financières : les profits des 25 premières sociétés françaises se sont accrus de 247 % par rapport à 1957.

Par contre, il lèse gravement les travailleurs de la ville et des champs, les petites gens, et sacrifie les intérêts de la Nation.

La production a augmenté de 60 % par rapport à 1957 et la productivité du travail de 50 %, mais plus de la moitié des salariés de l'Yonne gagnent moins de 600 francs par mois ; de scandaleuses discriminations de salaires frappent les femmes et les jeunes. Les petites et moyennes exploitations agricoles disparaissent à une cadence accélérée, conformément à l'objectif de la loi d'orientation agricole. La charge fiscale qui pèse sur la population laborieuse ne cesse de s'alourdir alors que les impôts payés par les sociétés ne représentent que 8 % des rentrées fiscales de l'Etat. Toutes les catégories sociales non liées aux monopoles sont victimes de la politique actuelle.

La priorité absolue est donnée aux crédits militaires, en particulier à la Force de frappe (6.000 milliards d'anciens francs jusqu'en 1970), mais les investissements sociaux et culturels ne correspondent en rien aux besoins d'une grande nation moderne.

En dépit de la construction de quelques établissements, l'équipement scolaire pose des problèmes graves dans notre circonscription ; la formation de maîtres qualifiés en pose de plus aigus encore. En raison de l'insuffisance des Collèges d'Enseignement Technique, la moitié des jeunes gens et les trois quarts des jeunes filles entrent dans la production sans formation professionnelle.

La construction de logements sociaux diminue et le prix des loyers s'élève. Les crédits consacrés à l'équipement rural (adductions d'eau, assainissement, voirie, téléphone, électrification) sont scandaleusement insuffisants et l'Etat se décharge d'une part croissante de ses obligations sur les collectivités locales. M. Pompidou a dû reconnaître, à Sens, la grande misère de nos hôpitaux. L'équipement sportif et culturel ne répond pas aux exigences du XXe siècle.

LES SOMBRES PERSPECTIVES DU Ve PLAN

Le Ve Plan comporte la même orientation générale : pour peser sur les salaires, il prévoit un volant de 600.000 chômeurs en France ; dans l'Yonne, les statisticiens estiment qu'il faudrait créer 17.000 emplois nouveaux pour réaliser le plein emploi en 1970 : le plan n'en prévoit que 6.000. Parmi ces 11.000 chômeurs, il y aurait un fort pourcentage de jeunes et de nombreux petits et moyens paysans chassés de leurs terres.

Quant aux crédits d'investissement, ils sont sans rapport avec les besoins, l'Yonne étant jugée peu rentable par les monopoles.

LES RESPONSABILITES DU DEPUTE SORTANT

M. Perrot s'était engagé à accorder « son soutien le plus total » au Général de Gaulle : il est effectivement le type parfait de « l'inconditionnel », quoiqu'il cherche à s'en défendre aujourd'hui.

Il a voté le Ve Plan, la Force de frappe, la loi d'Orientation agricole, la loi antilaïque Debré. Par contre, il a voté contre un amendement communiste proposant l'allégement de la fiscalité pour les petits et moyens contribuables et l'imposition plus lourde des grosses sociétés (Oct. 66), contre la suppression des abattements de zone (Oct. 66) ; il a refusé de voter la motion de censure sur la politique agricole ; il se déclare hostile à la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes.

Les députés appartenant au « Centre Démocrate », qui a donné son investiture à M. Mouza, ont émis des votes semblables.

Le régime actuel n'est pas seulement antisocial.

Il est antidémocratique. La télévision est accaparée par le parti au pouvoir. Tout débat est étouffé : la parole a été refusée au candidat communiste lors de la réunion électorale de Pompidou à Sens. Le Général de Gaulle qui affectait jadis d'être un arbitre, descend dans l'arène électorale et agit en chef de parti.

La politique extérieure, même si elle revêt certains aspects positifs, est fondamentalement dangereuse parce qu'elle contribue à relancer la course aux armements et encourage les prétentions des revanchards allemands à la possession de l'arme nucléaire.

UN PROGRAMME DEMOCRATIQUE REALISTE, PROFONDEMENT NOVATEUR ET SOCIAL

C'est dans tous les domaines qu'il faut changer de politique. Nous proposons :

- **Dans l'ordre politique :**

Le rétablissement de la souveraineté populaire afin d'assurer l'épanouissement de la démocratie et la stabilité gouvernementale. Il faut donc abroger les dispositions constitutionnelles sur lesquelles repose le pouvoir personnel. L'Assemblée Nationale, élue au suffrage universel, fait les lois et contrôle le gouvernement qui gouverne en appliquant le programme ratifié par la majorité du peuple.

- **Dans l'ordre économique :**

Aucune démocratie réelle ne peut exister en France si on ne soustrait pas l'économie et la politique du pays à la domination des monopoles ; d'où trois propositions capitales :

— **Nationalisation des grands monopoles des secteurs clés de l'économie** et gestion démocratique des entreprises nationalisées.

— **Mise en œuvre d'un plan de développement économique et social** qui permettra l'utilisation rationnelle de toutes les ressources du pays, assurera l'expansion économique, le développement de l'industrie, la modernisation de l'agriculture, non plus dans l'intérêt des monopoles, mais en fonction des besoins de la Nation ; ainsi et ainsi seulement sera rendue possible une véritable industrialisation de notre région qui créera les conditions du plein emploi.

— **Réforme démocratique de la fiscalité.**

Ces mesures créeront la stabilité de la monnaie et, jointes à la suppression de la Force de frappe et à la reconversion des usines qui travaillent pour elle, permettront de promouvoir sans inflation une politique sociale hardie : les travailleurs doivent bénéficier des progrès scientifiques et techniques ce qui suppose **notamment :**

- l'augmentation des salaires, traitements, pensions et retraites (pas de salaires inférieurs à 60.000 AF; 27.000 AF au minimum pour les personnes âgées) et la suppression des abattements de zone.
- le retour progressif aux 40 heures sans diminution de salaire,
- l'avancement de la retraite à 60 et 55 ans.
- l'amélioration de la Sécurité Sociale.
- l'amélioration de la condition féminine (donner aux femmes le temps et le moyen de vivre ; abroger les lois réprimant la contraception).
- la construction de 600.000 logements par an dont 300.000 H.L.M., et la taxation des terrains à bâtir.
- **Le développement d'une agriculture moderne** et la défense de l'exploitation familiale exigent la diminution des prix des produits industriels nécessaires à l'agriculture, l'extension des débouchés par le relèvement du pouvoir d'achat et le développement des échanges avec tous les pays, l'attribution prioritaire des terres disponibles aux petits et moyens exploitants avec prêts à long terme et faible intérêt, le soutien à la coopération.

Pour assurer l'avenir de la jeunesse et du pays, il faut réaliser une réforme démocratique de l'enseignement et attribuer 25 % du budget à l'Education Nationale.

Il faut enfin dégager les crédits indispensables à l'équipement de nos villes et de nos campagnes.

Un tel programme suppose évidemment une politique conséquente de paix fondée sur l'action en faveur de la coexistence pacifique et du désarmement.

En Europe, il faut dissoudre les blocs militaires et les remplacer par un système de sécurité collective ouvert à tous les Etats. Au sud-est asiatique, il faut mettre un terme à l'agression américaine au Viet-nam et reconnaître au peuple de ce pays le droit de décider de son propre destin.

SEUL UN REGIME DEMOCRATIQUE PEUT REALISER CE CHANGEMENT DE POLITIQUE

Il n'y a de solution aux problèmes posés devant le pays qu'à gauche.

Aussi, nous ne cautionnerons aucune alliance avec la droite, quel que soit son visage.

L'issue est dans un rassemblement majoritaire de toutes les forces de progrès et l'histoire montre que la gauche, lorsqu'elle est unie, joue un rôle de pôle d'attraction à l'égard de tous les travailleurs, de tous les démocrates.

C'est pourquoi notre parti n'a cessé de lutter pour l'unité de la classe ouvrière et l'union de la gauche.

Grâce à l'accord positif conclu entre le Parti communiste et la F.G.D.S., complété par un accord avec le P.S.U., (qui, dans l'Yonne, engage ses électeurs à voter communiste de préférence), de nombreux U.N.R. et réactionnaires pourront être battus dans le pays.

Cependant, cet accord demeure limité.

Les suffrages qui se porteront dès le 5 mars sur le nom de Jean CORDILLOT feront progresser l'union de la gauche et œuvreront à l'avènement d'une démocratie authentique.

— Pour un programme réaliste et profondément novateur,

— Pour l'union sans exclusive de toutes les forces de gauche et démocratiques,

Le 5 Mars, dès le premier tour,

votez pour Jean CORDILLOT

Professeur, ancien député de l'Yonne



Remplaçant éventuel : Jacques BARON

Ouvrier électricien, conseiller municipal de Charmoy

IMP COOP CHEVILLON SENS

Vu, le candidat.